



Taux actuels de dématriciation : 4.2% retard de croissance : 34.6% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 11.8%

Source: Gouvernement zambien (DHS, 2018)

Bons résultats

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (11.3 % des dépenses publiques en 2018) correspondent aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation. Il en est ainsi depuis longtemps.
- Zambie : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (7th National Development Plan) accorde une grande importance à la nutrition.
- Zambie : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Zambie : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2018.
- Zambie : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire et a distribué deux fortes doses de supplément en vitamine A à 99% des enfants en 2018.
- Zambie : 96.9% des femmes de 15 à 49 ans ont rêté vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2018.

Points à améliorer

- Zambie : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (6.9% des dépenses publiques en 2017) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Zambie : l'État n'a pas assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est médiocre et les marchés fonciers fonctionnent mal.
- Zambie : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (30.2% en 2018) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Zambie : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation et du droit à la sécurité sociale est médiocre.
- Zambie : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.
- Le taux d'enregistrement des naissances (14% en 2018) est faible, freinant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.


Zambie: Données clés
Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	2.32%	2018	3e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	6.9%	2017	20e
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Médiocre	2019	42e
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Très bon	2019	3e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	14%	2018	44e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Médiocre	2018	11er ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Médiocre	2016	30e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	3e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	12e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Non	2017	33e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration de Maputo ● >=75 % and <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration d'Abuja ● >=75 % and <100% ● >=100%

³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Oui	2019	1er ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	99%	2018	1er ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	72.3%	2018	34e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	30.2%	2018	29e
Visites médicales pour les femmes enceintes	96.9%	2018	14e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Grande	2017-2021	14e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2018	1er ex aequo
Lois			
Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Largement consacre dans le droit	2019	19e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel